



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
DE TUTELLE



PROVISOIRE  
T/PV.1266  
28 juin 1965  
FRANCAIS

Trente-deuxième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA MILLE DEUX CENT SOIXANTE-SIXIEME  
SEANCE

Tenue au Siège, à New York  
le lundi 28 juin 1965, à 10 h 30.

Président :

M. NAUDY

(France)

- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru : a) projet de résolution; b) rapport du Comité de rédaction /point 4 b) de l'ordre du jour/ (suite)
- Examen de la situation dans le Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée : a) projet de résolution; b) rapport du Comité de rédaction /point 4 c) de l'ordre du jour/ (suite)

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document miméographié sous la cote T/SR.1266. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

## POINT 4 b) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU (suite)

- a) PROJET DE RESOLUTION (T/L.1098)
- b) RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1104)

Le PRESIDENT : Avant de reprendre le vote sur le rapport du Comité de rédaction sur la Nouvelle-Guinée, je voudrais appeler l'attention des délégués sur le rapport du Comité de rédaction au sujet du Territoire sous tutelle de Nauru qui figure sous la cote T/L.1104 et qui a été distribué aux délégués.

Je tiens à cette occasion à remercier le Secrétariat pour la diligence qu'il a apportée à établir ce projet, à faire les traductions et à procéder à la distribution.

Je pense que les délégations qui ont des amendements à présenter pourront le faire au cours de notre séance de cet après-midi. Si ces amendements sont nombreux et longs, je suggère qu'ils soient donnés au Secrétariat à l'avance et par écrit afin que le Conseil puisse les examiner sans perdre de temps.

M. RIFAI (Secrétaire du Conseil) (interprétation de l'anglais) :

Permettez-moi de saisir cette occasion pour attirer l'attention des membres du Conseil sur deux erreurs d'impression relevées dans l'annexe au document T/L.1104 (version anglaise). A la quatrième ligne du paragraphe 2, les mots "of 15 December 1960" doivent être supprimés. A la sixième ligne du paragraphe 18, le mot "are" doit être remplacé par "is". Ce sont là de simples erreurs matérielles dont les membres du Conseil voudront bien tenir compte.

## POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DE LA SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE LA NOUVELLE-GUINEE :  
a) PROJET DE RESOLUTION (T/L.1095); b) RAPPORT DU COMITE DE REDACTION  
(T/L.1099 et Corr.1, L.1101 et L.1102) (suite)

Le PRESIDENT : Nous allons reprendre le vote, que nous avons interrompu vendredi soir, sur le rapport du Comité de rédaction au sujet du Territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée (T/L.1099 et Corr.1); nous allons examiner également les amendements présentés. Nous en étions restés au paragraphe 9 du rapport. C'est celui qui commence le chapitre : Progrès économique. Je rappelle qu'il y a un amendement soviétique à ce paragraphe 9. Il figure au paragraphe 6 du document T/L.1102.

Avant de commencer la discussion, je voudrais rappeler aux membres du Conseil qu'il serait bon qu'à cette dernière phase de nos travaux, nous nous en tenions aux observations spécifiques sur les dispositions du rapport ou sur les amendements à celui-ci, sans revenir sur la discussion complète de questions que nous avons examinées à plusieurs reprises et que, je crois, le Conseil connaît fort bien. Ceci dit, nous allons passer au vote sur l'amendement soviétique au paragraphe 9 du rapport.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :  
Je voudrais présenter une motion d'ordre en liaison avec la question sur laquelle nous allons voter. N'y a-t-il pas eu d'autres suggestions au sujet du texte de l'amendement soviétique portant sur la Chambre d'assemblée? Je ne suis pas sûr qu'elles aient été formellement présentées et je me borne à demander une explication. Allons-nous voter sur l'amendement soviétique tel qu'il figure dans le document T/L.1102 ou y a-t-il des sous-amendements?

Le PRESIDENT : Il appartient aux membres du Conseil, avant le début du vote sur un paragraphe du rapport ou sur les amendements, de faire les observations qu'ils désirent ou de présenter des sous-amendements s'ils l'estiment utile.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation avait fait une proposition vendredi dernier. Je ne sais si elle a été considérée comme une proposition officielle ou non. Elle consistait à dire : "Le Conseil suggère que l'Autorité administrante, en consultation avec la Chambre d'assemblée ..." au lieu de : "la Chambre d'assemblée et", comme le propose la délégation de l'Union soviétique. Le mot "maintenant", à la sixième ligne du paragraphe 9, serait supprimé.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : J'appuie l'amendement que vient de soumettre le représentant du Libéria.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Au sujet du sous-amendement qui vient d'être présenté par la délégation du Libéria, il me semble qu'il tient mieux compte du rôle respectif des deux organismes intéressés. On se rappellera que, vendredi après-midi, j'ai expliqué qu'il y avait apparemment conflit entre la conception des fonctions de la Chambre d'assemblée - organe législatif - et de celles de l'administration, qui a un rôle administratif et de planification, distinct de celui de la Chambre d'assemblée. J'ai dit toutefois que ma délégation ne s'opposait nullement, en principe, à une référence à la Chambre d'assemblée.

M. SWAN ( Royaume-Uni ) (interprétation de l'anglais) : En ma qualité de coauteur du rapport, je voudrais préciser que je ne vois pas d'objection non plus à la proposition du représentant du Libéria.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Permettez-moi de rappeler la position de la délégation soviétique, qui estime que l'attitude du Gouvernement australien en tant que puissance administrante ne fait ici que refléter, une fois de plus, la répartition véritable du travail et des pouvoirs dans le Territoire. Nous voyons que d'une part l'Autorité administrante est investie de tous les pouvoirs et de toutes les fonctions pour l'administration du territoire, y compris le droit de veto; et que d'autre part la Chambre d'assemblée n'a aucun droit.

Le PRESIDENT : A la suite des explications qui ont été données tout à l'heure, je considère la proposition du représentant du Libéria comme un sous-amendement à l'amendement soviétique. Je vais par conséquent mettre d'abord aux voix ce sous-amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Si mes souvenirs sont exacts, le représentant du Libéria n'a même pas mentionné le mot "sous-amendement". D'autre part, son amendement, s'il porte sur le même paragraphe, ne concerne pas le même passage que le nôtre. Il faut par conséquent le considérer comme un amendement séparé et non pas comme un sous-amendement. La délégation soviétique voudrait que les deux amendements dont est ainsi saisi le Conseil soient mis aux voix dans l'ordre de leur présentation.

Le PRESIDENT : Dans ces conditions, je vais d'abord mettre aux voix l'amendement soviétique.

Par 3 voix contre une, avec 3 abstentions, l'amendement soviétique est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement du Libéria est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais demander un vote par division sur les deux phrases du paragraphe 9.

Le PRESIDENT : Je vais mettre aux voix, l'une après l'autre, les deux phrases du paragraphe 9, la deuxième ayant été amendée il y a un instant par l'adoption de la proposition du Libéria. Ensuite, je mettrai aux voix le paragraphe 9 dans son ensemble tel qu'il a été amendé.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la première phrase du paragraphe 9 est adoptée.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la deuxième phrase, amendée, du paragraphe 9 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec deux abstentions, le paragraphe 9 amendé est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au septième amendement soviétique (T/L.1102) qui consiste à ajouter un nouveau paragraphe après le paragraphe 9 qui vient d'être adopté.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Au sujet du septième amendement soviétique, je voudrais dire qu'à ma connaissance on ne peut parler d'afflux de plus en plus grand dans l'économie du territoire de capitaux étrangers qui exploitent les richesses naturelles et les ressources humaines du pays". Une des nécessités du développement de la Nouvelle-Guinée, ainsi qu'il est ressorti de la discussion qui a eu lieu au Conseil lorsque les questions étaient posées, réside dans un afflux de plus en plus grand de capitaux provenant de toutes sources. Ce sont ces capitaux qui doivent faciliter le développement du territoire et l'établissement d'industries qui, d'un côté, seront des industries autonomes, et d'un autre côté, stimuleront elles-mêmes le développement d'industries semblables gérées par des autochtones lorsque ceux-ci auront acquis les qualités nécessaires à cet effet.

D'autre part, je pense que la Chambre d'assemblée a le droit d'exercer un contrôle effectif sur la façon dont les activités des sociétés étrangères dans le territoire peuvent servir les intérêts des habitants. Ainsi que l'ont expliqué le Représentant spécial et ses conseillers, la Chambre d'assemblée peut adopter toute législation qu'elle considère appropriée. En outre, chaque membre de la Chambre d'assemblée a toute latitude de soumettre à la Chambre un projet de loi sur un quelconque sujet afin que ce projet soit discuté et mis aux voix. Si la Chambre d'assemblée ou l'un quelconque de ses membres veut proposer une loi concernant les opérations des sociétés étrangères dans le territoire, ils peuvent parfaitement le faire.

M. McCarthy (Australie)

Vous rappelant à nouveau la période des questions aux réunions antérieures de la session actuelle du Conseil, je crois que le représentant de l'Union soviétique a demandé quel dispositif spécial existait et que le représentant spécial lui a expliqué qu'il n'y avait pas de dispositif spécial en tant que tel mais qu'en fait - et j'ai noté cela au moment même - la Chambre d'assemblée elle-même constituait un dispositif très efficace, en vérité, pour un contrôle comme celui qui est envisagé dans cet amendement.

M. GASCHIGNARD (France) : Je voudrais seulement demander un vote séparé sur les deux phrases de l'amendement soviétique No 7 qui figure dans le document T/L.1102.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A propos de la déclaration que vient de faire le représentant de l'Australie, je voudrais rappeler, dans le cadre de l'examen de l'amendement soviétique relatif à une pénétration toujours plus grande dans l'économie de compagnies étrangères, quelques exemples tirés de ce que nous avons déjà dit, afin d'éviter qu'une fausse impression ne se crée dans ce Conseil en ce qui concerne la discussion qui a lieu en ce moment. Je voudrais rappeler au représentant de l'Australie le fait que les habitants de la région de Bougainville d'une part et la compagnie australienne intitulée Development Finance Corporation, qui jouit du plein appui de l'Administration et également, comme nous le constatons aux séances de ce Conseil, du plein appui de la délégation australienne à la trente-deuxième session du Conseil de tutelle, ont conclu un accord. Les habitants autochtones ont apparemment été trompés à la fois par la compagnie et par l'Administration. Il s'agissait d'un contrat aux termes duquel la compagnie acquerrait 500 millions de pieds cubes de bois. Aux termes du contrat, les habitants locaux, propriétaires de la forêt et du bois, devaient recevoir pour cette zone boisée 30 000 livres sterling, alors que la valeur réelle du bois était, selon une source, de 6 millions de livres sterling et selon une autre source - un journal australien du 26 avril 1965 - pouvait en fait fort bien atteindre la somme de 10 millions de livres sterling.



M. Fotine (URSS)

Je présume que le représentant de l'Australie reconnaîtra qu'il y a une très grande différence entre les 30 000 livres et les 10 millions de livres cités. La marge est très sérieuse en vérité.

Dans sa déclaration, la délégation soviétique a donné d'autres exemples nombreux des bénéfices fantastiques faits par les compagnies australiennes à la suite de l'exploitation des ressources naturelles et des ressources humaines du Territoire. Je crois me souvenir que d'autres délégations ont fait allusion à cette même situation. C'est pourquoi la délégation soviétique a indiqué dans sa déclaration de fond que la subordination de l'économie du pays à des intérêts étrangers était dangereuse pour toute population coloniale, y compris, bien entendu, le peuple du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

Une dernière observation. La délégation soviétique est toujours heureuse de voir corriger des erreurs même lorsque ces corrections sont tardives. Nous sommes très heureux que les erreurs commises par le représentant spécial soient corrigées par le représentant de l'Australie, en particulier en ce qui concerne la question de savoir s'il existe un dispositif de contrôle à la Chambre d'assemblée. Aujourd'hui, le représentant de l'Australie a affirmé que la Chambre d'assemblée avait le droit de contrôle sur les activités des compagnies étrangères puisque les membres de la Chambre d'assemblée ont le droit de mettre en oeuvre - si je ne me trompe il a utilisé le mot anglais "to enact" (adopter) - toute législation dans le Territoire.

Nous avons beaucoup parlé des pouvoirs de la Chambre d'assemblée. La délégation soviétique ne se propose pas de s'attarder sur ce point. Nous savons tous que ces pouvoirs sont extrêmement limités et que, sur toute décision de la Chambre d'assemblée, pèse la menace de l'épée de Damoclès de l'Autorité administrante. C'est pourquoi ni la déclaration du représentant spécial qui a été, en fait, contredite aujourd'hui par le représentant de l'Australie, ni la déclaration d'aujourd'hui du représentant de l'Australie ne peuvent nous convaincre qu'il existe un moyen de contrôle, au sein de la Chambre d'assemblée, sur les activités et les actions de la Puissance administrante. Ce contrôle doit exister si l'on ne veut pas que toutes les ressources économiques du pays tombent entre les mains des compagnies étrangères.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation, en plusieurs occasions, a fait connaître sa préoccupation au sujet des investissements étrangers dans le Territoire. Nous n'allons pas en ce moment parler de leur efficacité. Nous sommes prêts à oublier le passé. Ce que je voudrais toutefois que le paragraphe contienne est une mention relative à la nécessité, dans l'avenir, de voir la population exercer un plus grand contrôle et retirer le bénéfice maximum des investissements étrangers. C'est pourquoi je voudrais proposer un sous-amendement à l'amendement soviétique No 7. Ce sous-amendement se lirait comme suit :

"Le Conseil note la nécessité d'un afflux de plus en plus grand de capitaux étrangers dans l'économie du Territoire mais estime que la Chambre d'assemblée doit avoir le droit d'exercer, dans l'intérêt de la population du Territoire, un contrôle effectif sur les activités des compagnies étrangères dans le Territoire."

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais seulement répondre brièvement aux remarques du représentant de l'Union soviétique en ce qui concerne l'affaire qu'il a citée comme exemple. Permettez-moi de déclarer catégoriquement, dès le début, qu'il n'y avait aucune intention de tromper la population intéressée. En fait, si je comprends bien, les négociations qui ont conduit à la concession de bois se sont poursuivies pendant de nombreuses années et toute la question a été, en fait, discutée en détail avec la population pendant tout ce temps. Par ailleurs, permettez-moi aussi de dire qu'il n'y a eu ni transfert ni vente de terrain, que les sommes en cause, versées à la population, représentent simplement les droits de traiter le bois de cette région pendant une période limitée. Ainsi donc, seuls les droits au bois ont été payés. Il n'y a eu ni transfert ni vente de terrain, et la période visée est limitée.

M. McCarthy (Australie)

De plus, pour établir cette industrie - qui sera d'un avantage considérable pour la population autochtone - la compagnie intéressée doit faire face à une dépense importante par rapport aux sommes qu'elle a accepté de payer pour ses droits d'exploitation des bois. Ces frais comprennent la construction de routes, de quais, et de toutes les installations nécessaires pour le développement d'une industrie de ce genre.

Je ne veux pas revenir de nouveau sur la question des pouvoirs de la Chambre d'assemblée. Comme je l'ai déjà dit, et comme mes collègues de la délégation australienne l'ont également précisé, ces pouvoirs sont très vastes. Bien qu'un droit résiduel demeure entre les mains du Gouvernement australien en ce qui concerne l'attribution ou le refus d'allocations et l'approbation ou non d'investissements, comme je l'ai déjà indiqué non seulement dans ce contexte mais dans d'autres débats de ce Conseil, un contrôle doit être exercé par ce gouvernement afin qu'il puisse remplir ses obligations internationales, à défaut même d'autres raisons. Au moment où il n'y aura plus aucun contrôle à exercer par le gouvernement, arrivera bien entendu le jour de l'indépendance, ou d'une situation analogue, quel que soit le terme utilisé.

Quant aux pouvoirs de la population au sujet de ces questions, comme nous le savons, cette population est représentée à la Chambre d'assemblée qui est un parlement démocratiquement élu, sur la base du suffrage universel avec une majorité autochtone. Ainsi que je l'ai déjà dit, cette Chambre d'assemblée a des pouvoirs étendus, y compris celui de présenter ses propres lois ce qui est fait fréquemment par ses membres. Cette Chambre bénéficie déjà du droit de contrôler les investissements de capital étranger toutes les fois que cela est nécessaire.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation désire appuyer l'amendement présenté par le représentant du Libéria, texte qui, à mon avis, reflète les sentiments de la population du Territoire. Je crois qu'une telle amélioration du texte original devrait recueillir l'approbation de la délégation australienne.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :  
Je voudrais expliquer le vote de ma délégation sur l'amendement et le sous-amendement.

Ma délégation votera contre l'amendement soumis par la délégation de l'Union soviétique, tout d'abord pour qu'il donne une impression erronée de la nécessité de capitaux et de la situation dans le Territoire.

Par ailleurs, la deuxième phrase de l'amendement soviétique traite de quelque chose qui, de nouveau, crée une impression fausse; le représentant de l'Australie nous a expliqué, à ce sujet, la signification des pouvoirs de la Chambre d'assemblée.

Ma délégation estime que le sous-amendement soumis par la délégation du Libéria constitue une grande amélioration à l'amendement soviétique; cependant, nous demanderons un vote séparé sur ce point. Nous voterons en faveur de la première partie et nous nous abstiendrons sur la deuxième en raison des explications données par le représentant de l'Australie quant aux responsabilités du Gouvernement australien.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais faire quelques brèves observations sur les déclarations que nous venons d'entendre.

Tout d'abord, le représentant de l'Australie nous a dit que la population de la région de Bougainville, dont les bois ont été vendus à des compagnies étrangères, retirerait en fait de larges bénéfices - je crois qu'il a employé les mots "considerable benefit" - de la vente de ces bois. Si une perte qui pour un seul contrat atteint 9 970 000 livres est considérée comme un "considérable benefit" pour la population de cette région, la délégation soviétique ne saurait considérer cette déclaration autrement que comme procédant d'une logique étrange.

Le représentant de l'Australie a indiqué que le transfert de pouvoirs à la Chambre d'assemblée d'un territoire ne peut être effectué que lorsque ledit territoire accède à la pleine indépendance. Nous pourrions accepter ce point de vue; cependant, le représentant de l'Australie estime-t-il que le moment actuel soit justifié pour maintenir le droit d'annuler des décisions de la Chambre d'assemblée qui ne portent que sur la Nouvelle-Guinée? Ou bien s'agit-il d'une

question tombant également dans le cadre d'obligations internationales qui n'ont pas trait au Territoire lui-même?

Une dernière remarque. Le représentant des Etats-Unis a dit que l'amendement de l'Union soviétique donne une impression erronée en ce qui concerne la situation du Territoire. Je voudrais renvoyer les membres du Conseil à l'annexe au rapport annuel de l'Australie en ce qui concerne le Territoire sous tutelle et en particulier aux annexes qui contiennent une liste des compagnies qui opèrent dans le Territoire. Parmi ces dernières, comme vous le savez, figurent de nombreuses sociétés américaines ou des filiales de grands monopoles américains; et au sein du Conseil de tutelle, comme dans tout autre organe, nous ne risquons guère d'entendre, de la part du représentant des Etats-Unis, des observations à l'encontre des compagnies de son propre pays.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je ne veux pas revenir sur le débat précédent mais, en tant que membre de la Mission de visite en Nouvelle-Guinée, je dois préciser que je n'ai certainement pas eu l'impression que les capitaux étrangers exploitaient les ressources naturelles ou les ressources humaines du Territoire; bien au contraire, ce sont ces capitaux qui permettent de constituer ces richesses et ces ressources. Ceci découle clairement du rapport de la Banque internationale et du fait que celle-ci a reconnu que ces capitaux devraient être considérablement accrus.

Je voudrais aussi apporter quelques précisions sur la question de l'exploitation des bois. Au cours de notre visite en Nouvelle-Guinée, nous nous sommes rendus à Bulolo, dans le district de Morobe, et nous avons visité une exploitation forestière et une belle usine de contreplaqué. Je crois que tout cela figure dans le rapport de la Banque internationale et qu'il y est précisé que cette industrie contribue considérablement à la richesse du Territoire. De plus, nous avons demandé en particulier des renseignements quant au reboisement de cette région; comme il est indiqué au paragraphe 181 de notre rapport (T/1635) 840 acres sont replantées chaque année. J'ai discuté de cette question avec les directeurs de l'industrie forestière, sur place. Ceux-ci nous ont dit qu'à la suite de l'exploitation de la région et du reboisement qui est effectué simultanément, il y aurait plus de bois, et non pas moins, lorsque l'opération serait achevée.



M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique a cherché à "expliquer" mon explication de vote. Je crois devoir dire que ce qu'il a déclaré était une absurdité. Je viens de passer six semaines dans le Territoire et je n'y ai vu aucun indice que le capital américain jouerait un très grand rôle dans le Territoire. Au contraire, nombre de Néo-Guinéens ont demandé pourquoi les capitaux américains ne pouvaient pas être investis dans le Territoire et y jouer un plus grand rôle. Je suis certain que mon gouvernement serait très heureux s'il en était ainsi, mais puisque tel n'est pas le cas, je ne saurais comprendre l'intervention du représentant de l'Union soviétique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'ai deux observations à présenter au sujet de ce qu'a dit le représentant du Royaume-Uni. La délégation soviétique estime qu'il est nécessaire de faire ces remarques, étant donné surtout que le représentant du Royaume-Uni faisait partie de la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire.

Tout d'abord, la délégation soviétique estime que le représentant du Royaume-Uni, en sa qualité de membre de la Mission de visite envoyée par le Conseil de tutelle dans le Territoire en question, aurait dû adopter une position plus décisive à l'égard de la protestation émise par les habitants de la région de Bougainville, à l'occasion de l'exploitation des richesses forestières de cette zone par les soins d'une compagnie australienne et de l'administration du Territoire. En deuxième lieu, la délégation soviétique voudrait répéter ce qu'elle a déjà dit au sujet de la position prise par les Etats-Unis et du rôle joué par les compagnies américaines dans le Territoire; elle voudrait adresser la même remarque au représentant du Royaume-Uni car nous savons tous que le capital anglais joue un rôle important en la matière. Par ailleurs, le représentant des Etats-Unis a peut-être raison quand il laisse entendre que le capital britannique peut jouer un rôle relativement plus grand que ne le fait le capital américain dans le pays.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas prolonger le débat, mais ferai simplement observer qu'à ma connaissance le rôle joué par les compagnies américaines en Nouvelle-Guinée est véritablement infime, par comparaison avec l'activité commerciale en général du Territoire. Nous ne trouverions rien de sinistre à voir ces compagnies jouer un rôle plus grand.

M. McCarthy (Australie)

Le rôle joué par les compagnies américaines, à l'heure actuelle, en ce qui concerne le développement de la métropole australienne, par exemple, est considérable.

Mais pour revenir simplement au fait qui nous occupe, par rapport à l'activité commerciale en général du Territoire, celle des compagnies américaines est infime.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je regrette de prolonger ce débat, car je sais que nous devrions procéder au vote, mais une fois de plus le représentant de l'Union soviétique a cité de façon erronée ma déclaration; il a dit que dans mon intervention j'avais parlé de capitaux anglais plus importants que ne l'étaient les capitaux américains. Je n'ai jamais fait allusion au capital britannique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La dernière remarque du représentant des Etats-Unis est probablement due à une erreur d'interprétation, rare dans ce Conseil, du russe en anglais. Je n'en jurerais pas, mais ce qu'a dit le représentant des Etats-Unis me porte à le croire. Je regrette de n'avoir pas entendu l'interprétation en anglais de ma déclaration. La délégation soviétique a déclaré quelque chose de différent. Je répète que les observations qu'a formulées la délégation soviétique, à propos de la position et des capitaux du Royaume-Uni en Nouvelle-Guinée, s'appliquent dans la même mesure et de même manière à la position et aux capitaux des Etats-Unis dans le Territoire.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur le sous-amendement présenté par le représentant du Libéria. Si je ne m'abuse, le représentant des Etats-Unis a demandé un vote par division d'abord sur la première partie de ce sous-amendement. Je vais prier le secrétaire du Conseil de bien vouloir donner lecture en anglais de la première partie du sous-amendement du Libéria pour que tout soit bien au clair à cet égard.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : Voici la partie du sous-amendement sur laquelle le Conseil va voter tout d'abord :

"Le Conseil note la nécessité d'un afflux de plus en plus grand de capitaux étrangers dans l'économie du Territoire."

Telle est la première partie. La deuxième partie se lit comme suit :

"... mais estime que la Chambre d'assemblée doit avoir le droit d'exercer, dans l'intérêt de la population du Territoire, un contrôle effectif sur les activités des compagnies étrangères dans le Territoire."

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur la première partie du sous-amendement libérien.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la première partie du sous-amendement est adoptée.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur la deuxième partie du sous-amendement libérien.

Par 6 voix contre zéro, avec deux abstentions, la deuxième partie du sous-amendement est adoptée.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur l'amendement No 7 dans son ensemble (T/L.1102), tel qu'amendé par le sous-amendement libérien.

Par 6 voix contre zéro, avec deux abstentions, l'amendement tel qu'amendé est adopté.

Le PRESIDENT : Nous allons passer maintenant au paragraphe 10. La délégation française a présenté un amendement à ce dernier, mais avant de mettre aux voix cet amendement, je donne la parole au représentant des Etats-Unis pour une motion d'ordre.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : C'est une motion d'ordre qui ne concerne pas la procédure de vote. Je ne sais pas très bien en quoi consiste le sous-amendement français.



Le PRESIDENT : Le Secrétaire va vous en donner lecture en anglais.

Le SECRETAIRE (interprétation de l'anglais) : L'amendement de la France figure au document T/L.1101 et se lit comme suit :

"Dans l'annexe, au paragraphe 10, deuxième et troisième lignes : ajouter après le mot "établis" les mots "et mis en œuvre", et après les mots "en consultation" les mots "à tous les niveaux"."

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur l'amendement proposé par la France au paragraphe 10 du rapport du Comité de rédaction.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, l'amendement est adopté.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant se prononcer sur l'ensemble du paragraphe 10 du rapport.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique demande un vote par division sur les deux phrases du paragraphe 10.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la première phrase du paragraphe 10 est adoptée, telle qu'elle a été amendée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, la deuxième phrase du paragraphe 10 est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'ensemble du paragraphe 10 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 11 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous en arrivons à un amendement de la délégation soviétique consistant à ajouter un texte nouveau entre les paragraphes 11 et 12 du rapport; cet amendement soviétique figure au paragraphe 3 du document T/L.1102.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le Conseil de Tutelle doit savoir que les cultures principales de la Nouvelle-Guinée sont les cultures tropicales : coprah, café, cacao, avant tout. Pour assurer le développement de l'économie du Papua et de la Nouvelle-Guinée, il est indispensable que tous les efforts soient déployés pour que ces cultures tropicales essentielles fassent des progrès. Il est vrai que ces cultures ne font pas concurrence à des cultures australiennes, car l'Australie ne produit ni café, ni cacao, ni coprah; il y a là une question de climat et de nécessités agricoles fondamentales.

Mais, à côté de ces produits agricoles, d'autres industries et d'autres cultures qui font directement concurrence aux industries australiennes sont également développées. J'ai eu l'occasion de mentionner moi-même ici la culture des arachides au Papua et en Nouvelle-Guinée; une grande partie de ces récoltes sont écoulées sur le marché australien, faisant ainsi concurrence directement à l'industrie de la culture des arachides, notamment au Queensland, État qui, depuis longtemps, demande que les planteurs australiens qui cultivent les arachides soient protégés contre cette concurrence; ces protestations n'ont pas jusque-là été couronnées de succès.

J'avais également parlé de la production de jus de fruits divers, qui est également en concurrence directe avec des industries similaires d'Australie. Enfin, une nouvelle culture est introduite en ce moment au Papua et en Nouvelle-Guinée, c'est celle du pyrèthre. Cette culture ne fait pas concurrence à l'industrie australienne, l'Australie ne s'adonnant pas à cette culture.

Je laisse de côté cet aspect des industries de base du Territoire. Je tiens à mentionner les efforts qui sont actuellement concentrés pour développer l'élevage au Papua et en Nouvelle-Guinée. Ainsi que vous le savez tous, l'industrie de l'élevage est l'une des bases de l'économie australienne; néanmoins, l'Administration s'est efforcée dans toute la mesure du possible de développer une industrie de l'élevage au Papua et en Nouvelle-Guinée; il est probable que les produits de cette industrie feront une concurrence directe à ceux de cette très importante industrie australienne. L'Administration a pris à cet égard des mesures qui vont jusqu'à la construction, récemment terminée, d'un abattoir et d'une usine de transformation des produits dans le Territoire; cet établissement est d'une ampleur considérable, car il est destiné non seulement à parer aux nécessités de la production actuelle, mais également à celles d'une production infiniment plus importante envisagée dans l'avenir et qui, je le répète, fera directement concurrence à l'industrie australienne. Par conséquent, la déclaration qui a été faite n'est pas correcte.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :  
Je voudrais expliquer mon vote sur la proposition russe contenue ...

Le PRESIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique sur un point d'ordre.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant des Etats-Unis doit savoir depuis longtemps que ma délégation est la délégation de l'Union soviétique.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :  
Je tiens à donner au représentant de l'Union soviétique l'assurance que je n'ai mis aucune arrière-pensée dans mes paroles.

Ma délégation tient à déclarer qu'elle votera contre la première partie de l'amendement soviétique qui comprend deux paragraphes, bien qu'il n'en comporte qu'un sur ce texte. Je fais allusion en ce moment au premier des deux paragraphes

M. Dickinson (Etats-Unis)

qui sont mentionnés au paragraphe 8 du document T/L.1102. Ma délégation votera contre le premier de ces deux paragraphes parce que la première phrase prête à malentendu, ainsi que l'a souligné le représentant de l'Australie.

Ma délégation voudrait proposer un sous-amendement à l'amendement soviétique qui figure au deuxième alinéa du paragraphe 8; nous faisons cette proposition pour être à même d'appuyer l'amendement soviétique.

Mon sous-amendement, que j'expliquerai après vous en avoir donné lecture, se lirait comme suit :

"Le Conseil recommande en outre de développer encore davantage l'industrie de la pêche dans le Territoire."

Mon sous-amendement consiste à ajouter l'expression "l'industrie de la" et les mots "encore davantage" après le mot "développer"; en effet, nous reconnaissons le fait qu'une industrie de la pêche existe déjà dans le territoire; cependant, d'après ce que nous avons pu constater nous-mêmes dans le territoire, nous pensons qu'il serait désirable de pousser encore davantage le développement de la pêche. Je serai en mesure d'appuyer l'amendement soviétique, si cet amendement est modifié comme je viens de le suggérer.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie vient de parler de plusieurs éléments influant sur le fait que certains produits sont ou non cultivés dans le territoire; mais il a soigneusement évité de parler de la culture de la canne à sucre qui, comme il le sait, peut être produite dans les conditions de climat tropical de la Nouvelle-Guinée.

Si nous étudions les faits en ce qui concerne la production du sucre et, notamment, les importations de sucre dans le territoire, nous relevons des chiffres éloquents. A cet égard, la délégation soviétique voudrait remercier le représentant spécial qui, d'une façon toute officieuse, a répondu à une question posée antérieurement par la délégation soviétique relativement aux importations de sucre dans le territoire sous tutelle.

M. Fotine (URSS)

J'espère que le représentant de l'Australie ne fera pas d'objections si je cite certains chiffres pris dans les données qu'il a eu l'amabilité de me communiquer.

En premier lieu, pour l'année qui s'est terminée le 30 juin 1964, l'Australie a exporté vers le Papua et la Nouvelle-Guinée 797 987 livres de sucre.

Comme on l'a dit, le sucre est en effet exporté d'Australie, malgré la concurrence du sucre de Hong-kong. Les données transmises à la délégation soviétique montrent que pour l'année qui s'est terminée le 30 juin 1964, le Territoire sous tutelle du Papua et de la Nouvelle-Guinée a importé une quantité de sucre d'une valeur de 10 152 livres.

Ainsi se trouve confirmé ce que la délégation soviétique a déjà dit à une séance antérieure du Conseil de tutelle, à savoir qu'une partie importante, en fait plus de 50 p. 100 du sucre importé dans le territoire, est du sucre australien.

Enfin, pour répondre au représentant de l'Australie, ma délégation voudrait se référer aux chiffres qu'elle a mentionnés dans sa déclaration principale, le 14 juin dernier. Nous avons dit notamment que, chaque année, le Territoire sous tutelle importe des produits alimentaires pour une somme s'élevant à plus de 8 millions de livres et qu'en 1961 ces importations de produits alimentaires s'élevaient à près de 23 p. 100 de l'ensemble des importations.

Nous savons que le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée a besoin de ressources pour développer son économie et c'est pourquoi nous estimons que les dépenses consacrées à l'importation de produits alimentaires ne sont pas justifiées. Cependant, les produits alimentaires continuent à être importés dans le territoire, car cela répond aux intérêts de l'agriculture de la métropole et, d'autre part, parce que la Puissance administrante poursuit sa politique qui consiste à développer seulement les cultures du Territoire qui ne font pas concurrence à l'agriculture australienne.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais traiter de deux questions. En premier lieu, si le nouveau paragraphe proposé par la délégation soviétique a trait aux fruits et légumes - et j'espère que tel est le cas - je n'ai pas d'autre choix que de lui apporter mon appui. Nous nous rendons cependant compte que le café, le cacao et le coprah, produits dont a parlé le représentant de l'Australie, ne sont pas cultivés en Australie, mais seulement en Nouvelle-Guinée.

Toutefois, le fruit-de-la-passion et les légumes sont cultivés tant en Australie qu'en Nouvelle-Guinée et, dans une certaine mesure, il y a ainsi une certaine concurrence. Si ce paragraphe, je le répète, a trait uniquement aux fruits et légumes, je l'appuierai sans réserve.

En second lieu, j'ai appris qu'il existe en Nouvelle-Guinée une industrie de la pêche. Peut-être ne sais-je pas ce qu'il faut entendre exactement par industrie de la pêche, mais je viens de rentrer de Nouvelle-Guinée et peut-être aurai-je le plaisir d'apprendre que dans ce que j'ai vu, je n'ai pas reconnu une industrie de la pêche. Quoi qu'il en soit, je serais heureux d'être renseigné, mais pour l'instant j'éprouve quelque difficulté au sujet de l'amendement proposé à l'amendement soviétique qui a trait à un nouveau développement de l'industrie de la pêche. Je ne sais si cette industrie existe, mais je serais en tous cas fort désireux d'être renseigné.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je désire faire quelques observations sur le paragraphe nouveau que l'on nous propose d'ajouter au paragraphe 11. Le paragraphe 11 recommandé par le Comité de rédaction a essentiellement trait à la planification économique et au développement du territoire. Le Conseil se souviendra que, dans la discussion générale, ma délégation a exprimé l'opinion que le succès dans la planification et le développement économiques du territoire dépendait grandement du rôle actif, de l'intérêt et de l'enthousiasme de la population à l'égard de telles activités. A moins que la population ne prenne une part plus grande et plus active dans le développement économique du pays, celui-ci ne progressera pas à un rythme susceptible de stimuler la croissance économique et d'élever le niveau de vie de la population.



M. Kiang (Chine)

Nous avons posé des questions au chef-adjoint de l'Assemblée à propos des industries auxquelles il pensait. La Mission de visite nous a signalé que M. Toliman avait soulevé cette question auprès de la Mission et nous avons cru comprendre, d'après les réponses de M. Toliman, que le sucre était certainement l'une des industries auxquelles la population s'intéressait beaucoup. Il n'y a donc pas de difficulté à cet égard et nous appuyons pleinement l'idée selon laquelle les perspectives de telles industries devraient être explorées. Cependant, puisque nous avons déjà adopté une recommandation d'ensemble figurant au paragraphe 9 et aux termes de laquelle l'Autorité administrante devra consulter la Chambre d'assemblée sur l'élaboration d'un plan complet et équilibré de développement économique de la Nouvelle-Guinée, il est certain que dans ce processus de consultation la population aura la possibilité de dire quel genre d'industries nouvelles elle voudrait avoir. Puisque l'Assemblée aura une telle occasion, je pense qu'il serait sage de lui faire confiance à cet égard plutôt que d'exprimer nos points de vue au stade actuel. Telle est la raison pour laquelle ma délégation ne sera pas en mesure de voter pour le nouveau paragraphe proposé, tel qu'il est maintenant rédigé.

En ce qui concerne le deuxième paragraphe qui a été proposé au sujet de l'industrie de la pêche, la question a été soulevée de savoir s'il s'agit vraiment d'une industrie de la pêche. Compte tenu de la confusion créée par la question du représentant du Libéria, ma délégation n'est pas en mesure d'expliquer son vote et nous ne savons même pas dans quel sens nous nous prononcerons sur ce paragraphe.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce n'est pas par prudence que je n'ai pas parlé du sucre, mais par simple oubli. Pour autant que je sache et selon mon expérience personnelle en la matière, la recherche sur le développement d'une industrie sucrière dans le territoire a été intense ces dernières années. Je crois savoir que, pour le moment, deux difficultés principales retardent le développement de cette industrie.

M. McCarthy (Australie)

Le premier de ces problèmes est l'incapacité actuelle de l'Administration, malgré une recherche entreprise à l'échelle mondiale et une étude du développement de la production et de l'industrie du sucre, d'établir dans le Territoire des usines qui puissent fonctionner sur une base rationnelle et économique par rapport aux marchés existants. Ce qui veut dire que, selon nos recherches, si la transformation du sucre était commencée en Nouvelle-Guinée, cette industrie devrait nécessairement élaborer un programme d'exportation pour survivre. Or, nous le savons, le sucre ne fait nullement défaut sur les marchés mondiaux. En fait, je crois qu'il y a à travers le monde des excédents de quelque 25 p. 100 de cette marchandise. C'est pourquoi une industrie de ce genre, qui devrait développer un programme d'exportation considérable, entrerait en concurrence avec une industrie déjà bien établie sur le plan mondial et qui dispose d'excédents importants.



M. McCarthy (Australie)

En outre, bien que la canne à sucre pousse en grandes quantités en Nouvelle-Guinée, le climat de ce territoire ne permet pas la production d'une sorte particulière ou de plusieurs sortes de sucre qui puissent supporter la compétition, sur les marchés mondiaux, avec les sucres produits sous d'autres climats ou les saisons sont mieux marquées, ce qui permet d'obtenir différentes qualités de sucre.

Pour ce qui est des pêcheries, il est exact que l'Administration s'est attachée à développer les industries de la pêche au Papua et en Nouvelle-Guinée depuis quelques années. Sur ce point, je me référerai aux pages 77 et 78 du rapport annuel où l'on trouve des détails sur les activités afférentes à l'industrie de la pêche et entreprises sous la direction d'une division distincte du Département de l'agriculture, à savoir la Division des pêcheries. Il est dit à la page 77 du rapport annuel :

"Un grand nombre d'habitants des régions côtières et de l'intérieur s'occupent activement d'organiser la pêche pour leurs propres besoins et le surplus sert de monnaie d'échange avec la population de l'intérieur ou est vendu dans les marchés de la ville. Il y a une organisation commerciale de pêche à Rabaul et une à Lae. Un équipement meilleur permet de prendre plus de poissons et des groupes de villages organisés en vendent davantage au comptant. Trois bateaux avec cale réfrigérée transportent les poissons des villages de pêche aux villes principales."

On lit encore, à la page 78 :

"A la Marine Biological Station située à Kanudi, près de Port Moresby, dans le Papua, la formation aux techniques modernes de pêche, avec filets en produits synthétiques se poursuit sous la direction de trois techniciens européens. A cette station, on se livre à des expériences portant sur la fabrication des filets et des pièges à poissons appropriés aux besoins locaux et la création d'un matériel standard. Outre le modèle et la construction de chaluts, de pièges à homards, de grands filets à mailles, de sennes de plages et de pièges à poissons, on a réussi à construire très rapidement et à bon marché des tenders de 12 pieds de long à l'aide de matériaux locaux. On y a ajouté un service de réparation de navires et l'on se propose de construire des bateaux d'un plus grand tonnage".

M. McCarthy (Australie)

Plus loin, dans le rapport annuel, il est question de cours organisés par la Division des pêcheries du Département de l'agriculture et des pêcheries. Ces cours sont destinés à former des assistants qui doivent se rendre dans les villages et aider les habitants à améliorer et à développer l'industrie de la pêche.

Outre cette activité de l'Administration, il y a une coopération étroite avec la Commission du Pacifique Sud qui, comme son nom l'indique, s'intéresse particulièrement à la région du Pacifique Sud et qui a ses propres fonctionnaires et experts. Cette Commission a adopté des techniques et organisé des cours de formation dont l'Administration s'inspire.

En plus de ce qu'on peut appeler la pêche en profondeur, du genre de celle dont je viens de parler, des efforts considérables sont déployés par l'Administration - avec quelque succès - en vue d'élever des poissons là où il n'y en avait pas auparavant. Par exemple, je serais fort surpris si la mission de visite, au cours de son passage à Mount Hagen, n'avait pas vu les expériences faites avec divers types de poissons qui, au moment approprié, sont lâchés dans les rivières et ruisseaux de montagne en vue de fournir une alimentation à la population elle-même et de créer une industrie.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Le représentant du Libéria m'a demandé ce que j'entendais par "industrie" et il a dit que nous étions allés tous deux dans le territoire. Je pense que nous avons vu à peu près les mêmes choses, mais je puis en citer une que j'ai vue moi-même. Comme le représentant de l'Australie l'a souligné, il y a, outre les nombreuses industries locales de pêche, deux industries de pêche organisées à Lae et à Rabaul. L'une d'elles au moins utilise trois bateaux chalutiers avec cale réfrigérée. C'est l'une de ces industries, apparemment, que j'ai vue à Rabaul et j'ai rencontré l'homme qui la dirige. En plus de ces trois bateaux chalutiers à cale réfrigérée, il a une usine réfrigérée à terre où il peut conserver le poisson en vue de sa vente sur les marchés, ce qui permet un usage accru du poisson tant comme produit alimentaire que comme produit commercial. J'espère donc que le représentant du Libéria pourra appuyer mon sous-amendement. Il existe une industrie; elle est très restreinte et plusieurs d'entre nous ont entendu des Neo-Guinéens, spécialement dans la région de Rabaul, exprimer le désir que cette industrie se développe, peut-être avec mise en conserve. L'objet de mon sous-amendement est de reconnaître l'existence de cette industrie et d'appuyer le désir soviétique de la voir se développer.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les interventions du représentant de l'Australie à la présente séance ont montré non seulement qu'il est capable d'oubli lorsque cela lui convient, mais aussi l'intérêt qu'a l'Australie à retarder le développement de l'industrie sucrière dans les territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Le représentant de l'Australie nous a dit qu'il y a suffisamment de sucre dans le monde et que, si l'Autorité administrante développait l'industrie sucrière dans le territoire, cette industrie se heurterait à une très forte concurrence. Un fait demeure : la Puissance administrante empêche le développement de l'industrie sucrière, même dans les limites qui lui permettraient de répondre aux besoins intérieurs - j'insiste sur ce point - des territoires du Papua et de la Nouvelle-Guinée. Cependant, si l'industrie sucrière du territoire était suffisante pour répondre aux besoins de celui-ci, il en résulterait une économie de plus de 800 000 livres par an et cette somme pourrait être consacrée à d'autres besoins.

Je voudrais rappeler au Conseil la phrase bien connue d'un membre élu de la Chambre d'assemblée, M. John Guise, lorsqu'il a dit que l'industrie sucrière était nécessaire pour le territoire. Il a ajouté : "Si elle ne l'est pas pour les Australiens, il faudra qu'elle le soit lorsqu'ils s'en iront".

Enfin, à propos de l'observation du représentant de l'Australie touchant la concurrence des marchés mondiaux, je dois dire que l'industrie sucrière du territoire pourrait être protégée à cet égard. Toutefois, pour protéger l'industrie sucrière, il faut le vouloir. Puisque l'Australie trouve, dans le territoire, un marché suffisant, tant pour le sucre que pour d'autres produits alimentaires, si elle ne le fait pas, il est évident qu'elle n'a pas le désir de développer cette industrie sucrière et de la protéger.

Ma délégation se rend compte que la période des questions et réponses est terminée; cependant, elle voudrait demander à la délégation australienne, au cas où l'on importe du poisson dans le territoire, d'où il vient.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais dire tout d'abord un mot de l'industrie sucrière envisagée. Peut-être le marché mondial est-il noyé sous une abondance de sucre, mais si les gens pouvaient gagner un millier de dollars par année, en Nouvelle-Guinée et au Papua, grâce à l'introduction de cette industrie, ma délégation s'en féliciterait, estimant que tous les progrès qui peuvent intervenir dans l'un quelconque des domaines économiques du territoire doivent être encouragés. Même si les marchés sont saturés, je répète donc que si l'établissement dans le territoire d'une industrie sucrière pouvait améliorer le niveau de vie de la population et faire gagner à celle-ci plus d'argent, ma délégation appuierait cette idée.

Pour ce qui est de la pêche, le représentant de l'Australie nous a cité des plans et des propositions élaborés par son gouvernement. Mais, évoquant l'itinéraire de la Mission de visite, je voudrais rappeler que si les Australiens ont eu l'amabilité de nous donner un aperçu de tous les progrès accomplis dans le territoire, nous n'avons absolument rien vu se rapportant à une industrie de la pêche. J'ai beau chercher, je n'ai aucun souvenir à cet égard. J'ai lu le rapport et les observations qu'il contient sur les pêcheries, mais rien de tel ne nous a été montré. On nous a dit que diverses sortes de poissons avaient été déversés dans divers cours d'eau, dans une tentative d'acclimatation, mais que dans la plupart des cas ils avaient été dévorés par les poissons autochtones et que c'était une expérience bien difficile à conduire.

Le représentant des Etats-Unis, lui, nous a parlé de ce qu'il a vu. Je n'ai aucune raison de mettre sa déclaration en doute, mais je crois que ce qu'il a vu, il l'a vu à titre personnel. Pour autant que je m'en souviens, la Mission n'a rien vu de semblable. Nous avons évidemment repéré une grande quantité de poissons, en allant d'une île à l'autre. Il suffit de jeter une ligne dans l'eau pour sortir du poisson, ce qui devrait offrir de grandes possibilités. Mais je répète, en toute honnêteté, que nous n'avons pas vu trace d'une industrie de la pêche. De magnifiques poissons qui avaient été pris à Port Moresby, où ils abondent, nous ont été montrés. Les gens apportent là-bas le surplus qu'ils ne peuvent consommer eux-mêmes et le vendent au marché. Mais ils le font individuellement et on ne peut parler d'une industrie. Ma délégation préférerait voir une véritable industrie de la pêche se développer.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je n'ai pas, citant le rapport, évoqué que des projets, mais certains faits matériels, comme par exemple l'existence de bateaux frigorifiques pour l'industrie de la pêche et la formation de travailleurs à terre et de marins pour cette même industrie. Il s'agissait non pas de plans, mais de faits, bien qu'évidemment des plans existent aussi pour accroître cet effort.

Pour ce qui est du sucre, dont ont parlé les représentants du Libéria et de l'Union soviétique, je dirai que la manière dont ce dernier traite les aspects économiques d'un produit qui se trouve en large excédent sur le marché mondial me remplit d'admiration. Ce que j'ai pour ma part essayé de faire ressortir, c'est que les données économiques sont telles, en ce qui concerne le Papua et la Nouvelle-Guinée, qu'une industrie autochtone du sucre ne pourrait concurrencer le sucre provenant d'autres sources et que si elle était établie et devait reposer presque entièrement sur la demande interne, le sucre vendu aux habitants serait nécessairement plus cher que celui que l'on importe.

Le représentant de l'Union soviétique a aussi demandé d'où provenait la plus grande partie du poisson importé dans le territoire; je puis l'assurer qu'elle ne provient pas d'Australie. Pour autant que je le sache, la plupart du poisson importé vient du Japon. Du poisson est aussi importé des pays scandinaves, du Royaume-Uni, et aussi, je crois, de la côte occidentale des Etats-Unis.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Le document que le Secrétariat a préparé pour nous sur la base du rapport de la Banque internationale peut jeter quelque lumière sur l'industrie du poisson. On y voit que la production semble tourner autour de 10 000 tonnes et que des quantités substantielles de poisson en conserve sont importées du Japon. Il est intéressant de noter encore que dans le paragraphe suivant, le rapport indique que la Mission de la Banque internationale n'était guère optimiste quant à la contribution que les pêcheries pourraient apporter au développement.

Cependant, ma délégation pourrait appuyer d'une manière générale la phrase de l'amendement soviétique si elle était rédigée de manière à indiquer qu'il existe déjà une industrie de la pêche dans le territoire.



M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique voudrait répondre d'abord à la question posée par le représentant du Libéria qui a demandé si l'amendement soviétique portait également sur le problème des fruits et légumes. La réponse est affirmative.

Le représentant de l'Australie, lui, estime que ma délégation parle un peu légèrement d'une industrie intéressant un produit qui abonde sur les marchés mondiaux. Mais n'est-ce pas la Puissance administrante qui traite un peu à la légère du développement de cette industrie en Nouvelle-Guinée? Le représentant de l'Australie ne pense-t-il que le moment serait venu de traiter non seulement de questions aussi élémentaires pour le développement de la Nouvelle-Guinée que celle de l'industrie sucrière ou des pêcheries, mais aussi de problèmes intéressant l'industrialisation de l'économie?

Le représentant de l'Australie nous a dit d'où provenait le poisson importé en Nouvelle-Guinée et nous le remercions de cette précision. Je dois avouer que sa réponse nous a impressionnés : dans un territoire insulaire comme la Nouvelle-Guinée, où le poisson abonde, on trouve le moyen d'en importer du Japon, de Scandinavie, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis! Peut-être le poisson lui-même éprouve-t-il un certain plaisir à traverser ainsi les océans sous forme de conserve, mais je me demande si cette manière de satisfaire éventuellement les désirs des poissons sert réellement les intérêts de la population du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

C'est parce que la délégation soviétique éprouvait certains doutes à cet égard qu'elle a proposé son amendement.

M. MCCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique m'a demandé si je n'estime pas que le développement économique est réellement en retard dans le territoire. Ma réponse sera : non. Et j'invoquerai à cet égard le rapport récemment publié par la Banque mondiale, qui reconnaît que l'Autorité administrante a l'intention de faire face à ce problème.

J'ajouterai qu'il est bien difficile de se trouver sur la même longueur d'ondes que le représentant de l'Union soviétique, qui s'émeut à l'idée que le poisson soit importé d'aussi loin. Evidemment, le poisson importé en

M. McCarthy (Australie)

Nouvelle-Guinée aurait pu provenir d'Australie et ne voyager ainsi qu'une centaine de milles. Mais alors le représentant de l'Union soviétique verrait quelque chose de sinistre dans ce fait, de même qu'il voit quelque chose de sinistre dans le fait que le poisson vient non pas d'Australie mais d'ailleurs.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Le représentant de l'Australie peut dire ce qu'il lui plaît, en ce Conseil, mais il ne pourra jamais échapper au fait évident que le développement de l'industrie de la pêche en Nouvelle-Guinée et au Papua est essentiel et qu'il n'est pas nécessaire d'importer du poisson d'Australie ni d'aucun autre pays. Le poisson ne devrait être importé de nulle part. Il faudrait abandonner l'importation du poisson et développer la pêche dans le Territoire lui-même. D'un point de vue économique et de tout autre point de vue, il est ridicule d'importer du poisson dans un territoire dont les eaux en contiennent en abondance. Si l'importation du poisson a lieu, elle ne peut s'expliquer que d'une façon : ceux qui sont responsables du Territoire n'ont pas le désir de placer les intérêts de la population autochtone avant les leurs.

Le PRESIDENT : Le Conseil va maintenant voter sur la première partie de l'amendement No 8 de la délégation soviétique.

Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, la première partie de l'amendement est rejetée.

Par 6 voix contre une, le sous-amendement des Etats-Unis est adopté.

Le PRESIDENT : La deuxième partie de l'amendement, telle qu'amendée, est adoptée par 6 voix contre zéro avec une abstention.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, je n'ai pas levé la main au moment voulu et mon vote n'a donc pas été compté. Je voudrais indiquer qu'en dépit du sous-amendement des Etats-Unis, qui diminue la portée de l'amendement soviétique, l'idée de la nécessité de développer l'industrie de la pêche dans le Territoire étant malgré tout retenue, la délégation soviétique vote en faveur de cette partie de l'amendement soviétique.



Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la deuxième partie de l'amendement, telle qu'amendée, est adoptée.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 12 est approuvé.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer mon abstention. Je me suis abstenu parce que le paragraphe 12 ne me paraît pas clair et que j'avais l'intention de demander une explication.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 13 est approuvé.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 14 est approuvé.

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais expliquer mon abstention sur le paragraphe 14. En son fond, le paragraphe est bon mais je me suis abstenu parce que, en recommandant à l'Autorité administrante de prendre des mesures pour éliminer les pratiques discriminatoires, ce paragraphe demande au Gouvernement australien de faire ce que, de l'avis de mon gouvernement, il fait déjà. C'est pourquoi je n'ai pas voulu voter en faveur de ce paragraphe.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Comme le Conseil le sait, je faisais partie du Comité de rédaction et, personnellement, j'aurais souhaité que les termes du paragraphe 14 soient plus forts. J'admets qu'il existe dans le Territoire une législation interdisant la discrimination. Le représentant des Etats-Unis a indiqué qu'il pensait que le Gouvernement australien appliquait cette législation. Je ne sais s'il se souvient des nombreuses formes de discrimination qu'il a pu constater dans le Territoire. Je pense en particulier aux hôpitaux où les salles sont appelées "salles payantes" pour la population non autochtone et "salles non payantes" pour la population autochtone. Je pense en particulier à celui qui entre dans un magasin au Papua ou en Nouvelle-Guinée. S'il est Noir, il sera servi après un expatrié, en dépit de la législation. Je pense aussi au nombre symbolique d'enfants autochtones dans les écoles primaires A qui sont académiquement supérieures aux écoles primaires T réservées aux enfants autochtones. Je pense aux installations des écoles pour les enfants papuans et néo-guinéens qui, comme le représentant des Etats-Unis l'a vu, doivent parfois s'asseoir par terre. Dans les écoles primaires A réservées aux enfants expatriés, les installations sont modernes. Il y a une législation interdisant la discrimination, mais cette dernière existe dans le Territoire du Papua et de la Nouvelle-Guinée.

H. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais répondre au représentant du Libéria. J'ai oublié l'incident dont il a parlé et j'aimerais qu'il rafraîchisse ma mémoire. Il s'agit de ce qu'il a dit avant de parler de la façon dont les gens sont servis dans les magasins; je n'ai pas pris note de ce qu'il a mentionné.

M. EASTMAN (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je répèterai volontiers ce que j'ai dit. Je voulais parler des hôpitaux au Papua et en Nouvelle-Guinée, des "maisons pour malades", je crois que c'est ainsi qu'on les appelle. Je peux développer cette question : les salles des hôpitaux sont climatisées et il existe des chambres confortablement installées pour la population non autochtone, on les appelle "salles payantes". Quelle que soit la situation financière d'un néo-guinéen, il ne lui est pas permis d'avoir accès à ces salles; il doit aller dans les "salles non payantes". C'est là une forme de discrimination raciale. Ceci était le premier exemple que j'ai signalé au représentant des Etats-Unis.

H. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je me vois dans l'obligation de répondre au représentant du Libéria. En ce qui concerne les hôpitaux, et en tant que membre de la Mission de visite, je n'ai pas pensé que l'existence de salles payantes et non payantes constituait une discrimination, mais j'y ai vu simplement la reconnaissance de certains facteurs économiques. Je crois qu'il est vraiment remarquable qu'il existe des salles non payantes et que la population puisse être soignée sans payer. Certaines suggestions ont même été émises en Nouvelle-Guinée, suivant lesquelles la population devrait peut-être payer pour être à même d'apprécier davantage les soins qu'elle reçoit.

En ce qui concerne la climatisation de ces établissements, je me souviens en particulier d'un hôpital que j'ai visité à Madang, et aussi en un autre endroit où la salle de maternité n'était occupée que par la population autochtone et où toutes les salles étaient climatisées. Quant aux magasins, je me suis personnellement rendu dans plusieurs d'entre eux et j'ai attendu que les autochtones qui étaient avant moi - ou d'autres personnes - aient été servis.

Pour ce qui est des écoles, je redis qu'elles n'ont pas été établies sur une base discriminatoire. Dans toutes les écoles primaires que j'ai visitées il y avait de nombreux enfants autochtones; je ne me souviens pas exactement de ce que j'ai dit au sujet des installations, mais là encore il n'y avait aucune discrimination.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Nous nous trouvons dans une position assez curieuse à ce sujet, par exemple, en ce qui concerne les hôpitaux. J'ai dit, au cours de ce débat, que le système hospitalier au Papua et en Nouvelle-Guinée avait suscité l'admiration de tous ceux qui se sont rendus sur place. Les représentants qui ont siégé à ce Conseil ont entendu chaque année cette admiration exprimée par des gens compétents en la matière. Le fait est que la population autochtone n'a pas à payer pour les services hospitaliers; les meilleurs soins sont à sa disposition tout à fait gratuitement. Elle peut payer, bien entendu, si elle le désire, aucune loi ne l'empêche; mais les non-autochtones doivent payer et un prix assez élevé.

Il n'y a donc pas là matière à discrimination, bien au contraire. La question est simple, ceux qui désirent payer, ceux qui peuvent le faire, peuvent être reçus dans les salles payantes de l'hôpital, quelle que soit leur race. Mais ceux qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas payer ne sont pas obligés de le faire et ne vont pas dans les salles payantes. Je crois que le représentant du Libéria reconnaîtra avec moi que ces hôpitaux, accordant les mêmes avantages aux malades payants ou non, sont des réalisations remarquables, et je doute que dans quelque endroit du monde, à un stade similaire de développement, il existe un pays disposant de tels avantages. J'ajouterai même que bien des nations beaucoup plus développées n'ont pas atteint sur le plan hospitalier l'évolution constatée au Papua et en Nouvelle-Guinée.

Je répète encore qu'il ne s'agit pas là de discrimination mais que cette situation reflète simplement et uniquement le fait que l'Administration finance le traitement hospitalier de la population autochtone. Si c'est là un crime, il m'est alors bien difficile de distinguer entre le crime et la vertu.

Le représentant du Libéria a parlé aussi de l'intégration dans les écoles. Cette intégration est partie de la politique de l'Administration, elle ne cesse de progresser. Je ne sais pas si la Mission de visite s'est rendue, par exemple, à l'école de Rabaul. Si elle l'a fait, elle a pu voir une école complètement

M. McCarthy (Australie)

intégrée, non seulement du point de vue écoliers indigènes et européens, mais aussi pour ce qui concerne d'autres races de la région. Cette intégration n'est pas un geste symbolique, mais elle s'effectue réellement et progresse. En fait, il n'existe pas de ségrégation sur le plan racial; simplement la situation se présente ainsi : si vous avez les enfants issus d'une population de 2 millions, comparativement à ceux d'une population expatriée d'environ 27 000 (y compris ces enfants), vous vous trouvez en présence de nécessités différentes, de niveaux divers dès le début des classes. J'ajoute, que la population autochtone bénéficie de plus grands avantages que la population non autochtone en ce qui concerne l'enseignement.

Lorsque les écoliers autochtones entrent dans les écoles d'un niveau supérieur et qu'ils arrivent de leurs villages, ils sont admis dans ces écoles au régime de l'internat, reçoivent gîte, couvert, fournitures scolaires, vêtements, tout ce dont ils ont besoin, aux frais de l'Administration. Tel n'est pas le cas pour la population non autochtone. Je regrette que le représentant du Libéria soit revenu sur ces questions pour exprimer une opinion qui n'est pas exacte.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Les représentants de deux puissances, dans ce Conseil, ont exprimé des regrets dans le cadre de la discussion intéressante que nous avons eue au sujet de la discrimination raciale dans le Papua et la Nouvelle-Guinée. La délégation soviétique a été heureuse de voir cette discussion se dérouler car depuis longtemps elle savait que la discrimination raciale existait sous différents aspects de la vie de ce Territoire sous tutelle.

Dans sa déclaration principale, cette année, la délégation soviétique a parlé de la discrimination dans le domaine des salaires. Les étrangers travaillant dans le Territoire, qu'ils soient fonctionnaires ou employés dans d'autres branches de l'industrie nationale, gagnent cinq fois et dix fois plus, et quelquefois encore davantage, que les autochtones, pour des emplois similaires. L'an dernier, la délégation soviétique a eu l'occasion d'indiquer que les anciens combattants néo-guinéens n'ont pas pu recevoir des terres destinées aux plantations au même prix que celui consenti aux étrangers. En outre, on a vendu aux Néo-Guinéens des terres beaucoup moins bonnes que celles cédées aux Australiens.

M. Fotine (URSS)

L'an dernier, la délégation soviétique a cité une déclaration de l'adjoint de l'Administrateur du Territoire, M. John Gunther, qui d'après les données du journal Christian Science Monitor du 27 juillet 1963, a déclaré ce qui suit, en présentant un projet de loi sur les pratiques discriminatoires ayant cours au sein du Conseil législatif du Papua et de la Nouvelle-Guinée :

"La principale raison qui a poussé l'Autorité administrante à présenter ce projet de loi est que malheureusement il y a encore des actes de discrimination et de ségrégation dans le Territoire." (1230ème séance, p. 38)

Aujourd'hui, à cette séance même, nous avons été témoins d'une manifestation qui s'est répétée d'ailleurs plusieurs fois au cours de la session actuelle du Conseil. D'une part, il y a un ensemble composé de certaines puissances coloniales, surtout deux d'entre elles, à savoir les Etats-Unis et l'Australie. On ne sait pas d'ailleurs quel est celui de ces deux représentants qui défend le mieux la position de l'Australie dans l'examen de la situation qui règne au Papua et en Nouvelle-Guinée. Il s'agit d'un ensemble de deux puissances qui, en l'occurrence, vont à l'encontre de la réalité des faits en ce qui concerne la discrimination raciale.

D'autre part, il y a des tentatives - d'ailleurs justifiées - faites par d'autres délégations dans le but d'introduire enfin dans le tableau et dans les travaux de ce Conseil des éléments de réalisme et de donner aux discussions quelque ressemblance avec la réalité. Ces interventions émanent de représentants dont certains étaient membres de la Mission de visite qui s'est rendue dans le Territoire en 1965 et ont fait l'objet d'attaques immédiates de la part des deux puissances auxquelles j'ai fait allusion plus haut.

On ressent une impression assez étrange. On pourrait penser que certains membres des missions de visite, lors de leur séjour dans le Territoire, ont marché les yeux fermés, et que d'autres, par contre, ont essayé d'observer tout ce qu'ils pouvaient voir, d'apprendre le plus de choses possible et d'étudier en profondeur les manifestations dont ils étaient témoins. J'ai commencé à ressentir cette impression dès les premières étapes des travaux du Conseil, et elle ne fait que se confirmer.



M. Fotine (URSS)

Les représentants de deux pays différents ont fait partie de la même Mission de visite dans le Territoire et ils ont constaté deux choses complètement différentes. L'un d'entre eux a relevé des exemples de discrimination raciale; l'autre n'en a vu aucun. D'autre part, le représentant d'un de ces deux pays n'a pas remarqué ce qu'on pourrait appeler une "industrie de la pêche" dans le Territoire, alors que l'autre en a vu des signes et a estimé indispensable de défendre son point de vue ici, au sein de ce Conseil.

La délégation soviétique revient à sa position initiale, à savoir que la discussion qui vient de se dérouler est intéressante. Elle nous a aidés à dégager la véritable situation régnant dans le Territoire. La délégation soviétique estime donc qu'il faut se féliciter de discussions de cette nature.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais me borner à dire, sans abuser plus longtemps du temps du Conseil, que je ne "tiens conseil" avec personne en essayant d'exposer devant vous les faits afférents à la situation en Nouvelle-Guinée, car il se trouve que nous les connaissons très bien. Si certains de mes collègues ont une impression différente, ils ont parfaitement le droit de l'exprimer. Si le représentant du Libéria a une impression, il a tout à fait le droit de nous en faire part. Je ne tiens conseil avec personne. Je parle en raison de la connaissance très profonde que j'ai des questions dont je traite. Si mon collègue des Etats-Unis ou l'un quelconque de ceux qui se trouvent autour de cette table avait parlé sur cette question, je serais intervenu exactement de la même manière, comme je l'ai fait d'ailleurs à maintes reprises auparavant.

M. EASTMAN (Liberia) (interprétation de l'anglais) : Je ne voudrais pas non plus lasser le Conseil en prolongeant ce débat. Si les représentants de l'Australie et des Etats-Unis pensent qu'il n'existe pas de pratique discriminatoire dans le domaine du logement alors qu'on voit des ghettos s'installer maintenant dans le Territoire - j'espère que cela s'arrêtera car, en fait de ghettos, il s'agit seulement d'un début -, parce que les loyers sont si élevés, que les expatriés se voient donner un subside complémentaire pour payer leur logement et que les autochtones, qui aimeraient bien habiter ce genre de maison, ne peuvent pas le faire parce que leurs finances ne le leur permettent pas, si ce n'est pas là une pratique discriminatoire, je voudrais bien alors qu'ils me disent ce que c'est.

M. Eastman (Libéria)

En ce qui concerne les salaires, alors que deux personnes enseignent dans la même classe - prenons le second degré par exemple - si l'une, originaire d'Australie ou d'Angleterre, reçoit un salaire plus élevé qu'un autochtone, n'est-ce pas là une pratique discriminatoire? Je voudrais bien qu'ils me disent ce que c'est.

Les écoles pour les autochtones sont de toute évidence inférieures, les installations sont mauvaises, l'enseignement est pauvre, mais je voudrais qu'on me dise à l'aide d'exemples appropriés, à quel moment l'enfant autochtone est autorisé à avoir tout ce qu'il désire. Dans les magasins, n'est-ce pas de la discrimination que de laisser les autochtones stationner au dehors pour faire une emplette, alors que les seuls expatriés ont le droit de pénétrer à l'intérieur? S'il n'y a pas là pratique discriminatoire, je voudrais qu'ils m'expliquent ce que c'est.

Mais puisque j'ai promis de ne pas prolonger le débat, je m'en tiendrai là. Cependant, je vais rappeler une parabole que nous employons en Afrique : "Quand un homme est daltonien, vous ne lui demandez pas de vous indiquer de quelle couleur sont les arbres".

M. DICKINSON (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je m'oppose aux efforts du représentant de l'Union soviétique pour me distinguer des autres membres de la Mission de visite. Nous étions quatre, envoyés par les soins de nos gouvernements respectifs à la suite de la désignation de quatre pays. Nous sommes partis en désirant faire preuve d'une objectivité aussi grande que possible. Il n'est pas rare, dans le monde libre auquel tous les membres de la Mission appartiennent, que ces derniers aient une interprétation différente de ce qu'ils ont vu. Pour ma part, je crois pouvoir dire qu'une chose patente se dégage de ce Conseil, c'est que le représentant soviétique ne trouve jamais que la Puissance administrante a fait quelque chose de constructif. C'est vrai en ce qui concerne tous les sujets, tous les territoires ayant fait l'objet de discussions dans ce Conseil. Le représentant soviétique a négligé de reconnaître des réalisations ou des progrès. Cependant, la Mission de visite les a reconnus, et je pense que c'est consigné au compte rendu.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant passer au vote sur l'amendement soviétique No 9 qui a pour objet d'insérer un nouveau paragraphe après le paragraphe 14.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Cette question des salaires suscite de nombreuses controverses. Les différences existant entre les salaires payés dans le territoire ne représentent pas et n'ont jamais eu l'intention de représenter des différences de traitement sur une base raciale. Il s'agit simplement du fait qu'il y a plein emploi en Australie, qu'il n'y a pas de pénurie d'emploi, qu'au contraire ce sont les travailleurs spécialistes qui font défaut en Australie. En conséquence, les Australiens n'ont pas besoin de s'expatrier, d'aller en Nouvelle-Guinée ou ailleurs pour trouver du travail. Ainsi, toutes les fois que des travailleurs spécialisés seront nécessaires dans des régions comme la Nouvelle-Guinée, ces travailleurs spécialisés devront être, du moins pour le moment, payés à des taux comparables à ceux que la plupart de ces experts peuvent espérer recevoir dans leur propre pays; sinon, il faudra, la plupart du temps, se passer des services de ces gens; vous ne pourrez pas les obtenir à des taux moindres. Je crois que ceci a été l'expérience de presque toutes les régions du monde qui se trouvent dans les mêmes conditions; la Nouvelle-Guinée ne fait pas exception.

Pour ce qui est des différences dans le taux de rémunération, personne ne songe à les nier. Le représentant spécial a fait ressortir, en répondant aux questions qui lui étaient posées, que l'on s'efforce d'étudier en ce moment tous les aspects de ces différences de salaires dans le territoire; il a cité, par exemple, la Commission des salaires ruraux qui, en ce moment même, fait des enquêtes sur les inégalités qui existent actuellement. Quels seront les résultats des activités de cette Commission? - et je signale que cette Commission comprend à la fois des autochtones et des employeurs du territoire - je ne le sais pas. Mais, la situation qui règne actuellement est due à des conditions économiques difficiles à surmonter.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation en russe) : Toutes les explications que le représentant de l'Australie vient de donner au sujet de la discrimination raciale en ce qui concerne les salaires et traitements dans le territoire ne sont pas arrivées à me convaincre qu'une différence allant jusqu'à 15 et 10 fois plus entre les salaires des autochtones et les salaires obtenus par les non-autochtones peut s'expliquer par des difficultés économiques, par la difficulté de recruter des Australiens pour travailler dans le territoire.



Je voudrais également faire observer que le Comité spécial des Vingt-Quatre s'est alarmé au sujet de cette question; dans son rapport à l'Assemblée générale, je relève le passage suivant :

"Les inégalités existant dans le salaire de la population autochtone devraient faire l'objet de l'attention immédiate de la puissance administrante en vue de leur élimination." (A/58CO/Add.6, p. 247, par. 149)

M. HOPE (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : J'ai suivi avec un vif intérêt la discussion qui s'est déroulée ce matin au sujet de la discrimination, qu'il s'agisse de discrimination raciale, de discrimination intellectuelle, économique ou même de discrimination dans les taux de salaires. C'est sur ce dernier point que le représentant de l'Union soviétique a attiré notre attention dans l'amendement qu'il a déposé au sujet de ce paragraphe du rapport.

Certes, ma délégation s'oppose à la discrimination; cela est un fait connu. Nous sommes également en faveur du principe : à travail égal, salaire égal. Mais je ne crois pas que le problème en présence duquel nous nous trouvons soit de chercher comment nous y parviendrons. Il me semble que la proposition formulée en ce moment par le représentant de l'Union soviétique, et qui tend à ce que toute différence existant entre les salaires payés à des étrangers et les salaires payés à des autochtones soit éliminée, aurait seulement pour effet de provoquer le départ des travailleurs étrangers de ce territoire.

Le rapport de la Mission de visite mentionne ce problème au sujet de la Nouvelle-Guinée. La Mission de visite suggère que le Gouvernement australien ferait bien d'examiner s'il serait possible de donner satisfaction à la demande d'application du principe "à travail égal, salaire égal", sans porter atteinte aux conditions accordées pour encourager les fonctionnaires australiens à se rendre dans ce territoire. Il me semble que c'est dans cet esprit que l'Autorité administrante s'efforce de rechercher une solution au problème. A mon avis, l'important est de conserver les conditions qui incitent les fonctionnaires expatriés à conserver leurs emplois dans le territoire. Autour de cette table, nous sommes un grand nombre à être des fonctionnaires expatriés; je suis certain que nombreux sont parmi nous ceux qui reçoivent des rémunérations plus élevées, à New York que dans leur propre pays. Nous ne considérons pas cela comme de la discrimination - tout au moins je ne le fais pas.

M. Hope (Royaume-Uni)

Il me sera difficile de voter en faveur de l'amendement déposé par la délégation soviétique, bien que je sois désireux de renvoyer l'Autorité administrante à la recommandation contenue dans le rapport de la Mission de visite.

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation estime qu'elle peut parler avec une certaine expérience sur la question en discussion, et cela en raison des rapports qui existent entre les marchés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande pour certains genres de main-d'oeuvre. Les pays hautement industrialisés, comme l'Australie, ont tendance à donner à leurs ouvriers des salaires élevés de manière à attirer les travailleurs de pays étrangers en quête de rémunérations plus importantes. La Nouvelle-Zélande perd elle-même de nombreux ouvriers et travailleurs spécialisés qui quittent notre pays pour aller dans d'autres pays, dont l'Australie, par le jeu de cette réalité économique.

Si nous prenons le cas inverse, c'est-à-dire celui que nous étudions en ce moment ici, celui qui consiste à attirer au Papua et en Nouvelle-Guinée des travailleurs d'un pays comme l'Australie dont l'économie est extrêmement développée, il est évidemment nécessaire d'offrir des rémunérations qui ne soient pas de nature à décourager les intéressés. N'oublions pas, après tout, que les Nations Unies elles-mêmes reconnaissent cette nécessité dans les salaires qu'elles paient à leurs experts qu'elles envoient travailler dans des pays généralement sous-développés. Au lieu de baisser les salaires des ouvriers étrangers, peut-être faudrait-il élever le niveau des salaires payés aux Néo-Guinéens.

Ma délégation n'est pas en mesure de se prononcer sur cette question. Mais, à première vue, il semble que cela imposerait un lourd fardeau aux ressources immédiatement disponibles de la Nouvelle-Guinée dans l'état actuel de son développement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je ferai seulement deux observations.

En premier lieu, le point de vue exprimé dans l'amendement de l'Union soviétique n'est pas uniquement celui de la délégation soviétique. Qu'il me soit permis de faire observer au représentant du Royaume-Uni que ce point de vue est, non seulement partagé, mais adopté d'une façon officielle par le Comité spécial des Vingt-Quatre.

M. Fotine (URSS)

En second lieu, il est malheureux d'avoir à constater que le développement du Territoire sous tutelle ne se dirige pas vers une amélioration en ce qui concerne la situation de la population autochtone; au contraire, il se dirige vers une situation pire; la loi de 1964, aux termes de laquelle les salaires des autochtones membres de la fonction publique sont réduits de 40 p. 100, a provoqué un mécontentement général et une discussion très animée s'est déroulée au début de cette année à la Chambre d'assemblée.

Une fois de plus, j'attire l'attention des membres du Conseil de tutelle sur un article publié dans le Pacific Islands Monthly qui, à ma connaissance, appartient à une firme britannique et est publié à Fidji. La plupart des correspondants de cette revue sont des citoyens britanniques. Dans le numéro de février 1965 de cette revue, nous lisons ce qui suit (p. 11) :

"L'attaque a été concentrée sur les aspects discriminatoires des niveaux de salaires, puisqu'il est prévu un salaire de 3 500 livres par an pour les Australiens et de 500 livres pour les autochtones."

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix l'amendement soviétique.

Il y a deux voix pour, quatre voix contre et une abstention. L'amendement est rejeté.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions, le paragraphe 15 est adopté.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions, le paragraphe 16 est adopté.

Le PRESIDENT : Nous passons maintenant au paragraphe 17.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, avant que vous ne mettiez aux voix le paragraphe 17, je voudrais vous demander de procéder au vote par division, à savoir voter en premier lieu sur la première phrase du paragraphe 17 et, en second lieu, sur la partie suivante de la deuxième phrase de ce paragraphe : "exprime l'espoir que l'on continuera à rechercher les moyens de résoudre ce problème".

Le PRESIDENT : Nous voterons donc d'abord sur la première phrase du paragraphe 17 qui commence par "Le Conseil félicite" et finit par "santé publique".

Par sept voix contre une, la première phrase du paragraphe 17 est adoptée.

Le PRESIDENT : Nous allons maintenant voter sur le membre de phrase : "exprime l'espoir que l'on continuera à rechercher les moyens de résoudre ce problème".

Par sept voix contre zéro, avec une abstention, le membre de phrase est adopté.

Le PRESIDENT : Je mets maintenant aux voix l'ensemble du paragraphe.

Par six voix contre zéro, avec deux abstentions l'ensemble du paragraphe 17 est adopté.

La séance est levée à 13 h 5.